



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS**  
**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2026CIRC259**  
**PROLONGATION**

**INTERDICTION DE CIRCULATION**  
**AVEC RUE BARRÉE**

**9 RUE GABRIEL PERI**  
**RUE DENIS PAPIN**

**La Maire de FLEURY-LES-AUBRAIS,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

**Considérant que** les travaux de raccordement au chauffage urbain nécessitent une interdiction de circulation aux l'adresses indiquées ci-dessus.

**- ARRÊTE -**

**ARTICLE 1 :** Du 10 au 18 juillet 2026, la circulation au 9 rue Gabriel Péri sera interdite.  
Du 10 au 31 juillet 2026, la circulation rue Denis Papin sera interdite. Une déviation sera mise en place par l'entreprise ADA RESEAUX.

**ARTICLE 2 :** Toutes les dispositions seront prises par l'entreprise ADA RESEAUX afin de garantir la sécurité et la circulation du public, notamment les personnes à mobilité réduite ou déficiente visuelles, sur le trottoir opposé pendant la durée des travaux.

**ARTICLE 3 :** Toutes les dispositions seront prises par l'entreprise ADA RESEAUX afin de permettre le libre accès des riverains, le passage des services de secours et d'incendie et la collecte des déchets.

**ARTICLE 4 :** La signalisation de part et d'autre de la zone d'interdiction sur le domaine public sera réalisée conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 :** La fourniture, la mise en place, l'entretien et l'enlèvement des panneaux et barrières de sécurité incomberont à l'entreprise ADA RESEAUX.

**ARTICLE 6 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la zone d'interdiction.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera notifié à M. le Directeur de l'entreprise ADA RESEAUX.

**ARTICLE 9 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Directeur interdépartemental de la sécurité publique
- M le Directeur de la Société KEOLIS
- M. le Responsable de la gestion des déchets – Orléans Métropole
- M. le Responsable du pôle territorial nord – Orléans Métropole
- M. le Directeur de la sécurité et de la tranquillité publiques de Fleury-les-Aubrais

Pour en assurer l'exécution chacun en ce qui le concerne.

Fleury-les-Aubrais, le **15 JUIL. 2026**

Pour Madame la Maire  
et par délégation  
l'Adjoint à la Maire délégué à la sécurité



Grégoire CHAPUIS

Le présent arrêté  
a été publié /affiché/ notifié le

**15 JUIL. 2026**

Le Tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'État dans le département pour contrôle de légalité ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Saisine possible par l'application informatique "télérecours citoyens" sur le site Internet <https://www.telerecours.fr>